



## Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, la Belgique a reçu plusieurs recommandations relatives à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles, dont la **recommandation 36.25 portant sur la protection des personnes intersexes et transgenres**.

Dans ce cadre, la Belgique a réalisé certaines avancées notables. **En février 2021, le Parlement fédéral a adopté une résolution reconnaissant le droit à l'intégrité physique des personnes intersexes**, répondant aux préoccupations exprimées par plusieurs mécanismes internationaux. Par ailleurs, la **loi du 25 juin 2017** relative aux personnes transgenres, entrée en vigueur en 2018, a ouvert l'accès à la **reconnaissance juridique du genre à certain·e·s mineur·e·s**.

Si ces évolutions constituent des étapes importantes, **les cadres juridiques et politiques existants restent partiels** et leur mise en œuvre demeure insuffisante, en particulier en ce qui concerne les enfants, au regard des obligations découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE).

## Contexte national

En Belgique, les enfants intersexes et transgenres continuent de rencontrer des **obstacles structurels dans l'exercice effectif de leurs droits fondamentaux**. Le droit belge demeure largement fondé sur une approche binaire du sexe, dans laquelle l'intersexuation est principalement envisagée comme une situation transitoire à résoudre rapidement. **L'indétermination du sexe à l'état civil n'est autorisée que pour une durée maximale de trois mois après la naissance**, ce qui limite la reconnaissance juridique des personnes intersexes et contribue à maintenir des **interventions médicales précoces**, parfois pratiquées sans nécessité vitale immédiate.

S'agissant des enfants transgenres, le **droit à la reconnaissance juridique du genre est conditionné au cumul de critères stricts** – âge minimum de 16 ans, capacité de discernement et autorisation parentale – qui restreignent fortement l'accès effectif à ce droit. Par ailleurs, la réalité vécue par les enfants trans\* demeure insuffisamment visible et marquée par des préjugés persistants dans les milieux familial, scolaire et institutionnel.

## Défis et impacts

Ces constats se traduisent par des impacts concrets et durables sur les enfants concernés :

- **Atteintes potentielles au droit à l'intégrité physique des enfants intersexes**, liées à des traitements médicaux ou chirurgicaux non urgents pratiqués avant qu'un consentement libre et éclairé ne soit possible ;
- **Manque de reconnaissance juridique et sociale des personnes intersexes**, renforçant la stigmatisation et l'invisibilité institutionnelle ;
- **Restrictions disproportionnées à l'autodétermination des enfants transgenres en matière de reconnaissance juridique du genre**, en tension avec le principe des capacités évolutives de l'enfant ;



- Exposition accrue aux discriminations, violences et harcèlements, notamment en milieu scolaire, affectant la santé mentale, le bien-être et les parcours éducatifs ;
- Insuffisance de sensibilisation et de formation des professionnel·le·s de l'enfance, de l'éducation et de la santé ;
- Participation limitée des enfants concernés aux décisions qui les touchent directement.

## RECOMMANDATIONS

- **Se conformer pleinement à l'Observation générale n°26 (2019) du Comité des droits de l'enfant, en interdisant tout traitement médical ou chirurgical non nécessaire à la santé des enfants intersexes et en différant toute intervention jusqu'à l'obtention d'un consentement libre et éclairé de l'enfant capable de discernement.**
- **Adapter le cadre légal relatif à l'enregistrement du sexe à la naissance, afin de permettre aux enfants intersexes de ne pas être contraints à une inscription binaire « masculin/féminin ».**
- **Renforcer le droit à l'autodétermination des enfants transgenres, conformément à leurs capacités évolutives et à leur intérêt supérieur, en réévaluant les conditions actuelles d'accès à la reconnaissance juridique du genre.**
- **Développer des actions de sensibilisation et de formation à destination des professionnel·le·s de l'éducation, de la santé et de l'enfance, ainsi que du grand public, afin de prévenir les discriminations, violences et stigmatisations visant les enfants intersexes et transgenres.**

### Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale  
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis  
severine.acerbis@ncrk-cnde.be



Contact : Marie D'Haese  
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic  
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël  
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits  
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.